

RAPPORT N° 2022/2-01  
au Bureau de la Communauté  
en séance du vendredi 08 Avril 2022

**OBJET**

**MODIFICATION DU PLAN DE FINANCEMENT POUR LA REALISATION DU SCHEMA DIRECTEUR D'ALIMENTATION EN EAU POTABLE INTERCOMMUNAL - Ce rapport s'inscrit dans l'ENGAGEMENT 21 « S'engager vers une utilisation raisonnée de l'eau potable y compris le traitement de l'assainissement » dans le cadre de l'ORIENTATION 3 « Conduire une Politique de Transition Ecologique » du projet politique de la CINOR -**

Par Délibération N° 2021/1-03 du 13 mars 2021, vous m'avez autorisé à solliciter les financements auprès des partenaires dans le cadre de la Solidarité interbassins de l'Office Français de la Biodiversité et du programme pluriannuel d'aides 2022-2027 de l'Office de l'Eau Réunion.

Le plan de financement présenté était le suivant :

PLAN DE FINANCEMENT		
SOURCES DE FINANCEMENTS	TAUX (%)	MONTANT (HT)
Office Français de la Biodiversité Solidarité interbassins	50 %	100 000,00 €
Office de l'Eau Programme pluriannuel d'aides 2016-2021 Actions 3.2	30 %	60 000,00 €
Maître d'ouvrage : CINOR (Budget annexe eau potable)	20 %	40 000,00 €
TOTAL (HT)		200 000,00 €

Après des ajustements apportés au cahier des charges le montant des études a évolué à 300 000,00 €.

Une première phase d'échange avec les services instructeurs des différents partenaires financiers a également permis de confirmer l'éligibilité de cette opération à leur cadre d'intervention. L'Etat au titre du Contrat de Convergence Territorial (BOP 362) et l'Office Français de la Biodiversité au titre de la Solidarité Interbassins pourront subventionner ces études.

Leur participation à ce financement s'établirait comme suit :

Sources de financement		Travaux éligibles	Coût total éligible (HT)	Taux	Montant (HT)
Office Français de la Biodiversité	Solidarité interbassins	Totalité de l'étude	300 000,00 €	50 %	150 000,00 €
ETAT	Contrat de Convergence Territorial / BOP 362	Totalité de l'étude	300 000,00 €	30 %	90 000,00 €

Au vu des éléments précédents exposés le nouveau plan de financement est le suivant :

PLAN DE FINANCEMENT		
SOURCES DE FINANCEMENTS	TAUX (%)	MONTANT (HT)
Office Français de la Biodiversité Solidarité interbassins	50 %	150 000,00 €
ETAT Contrat de Convergence Territorial / BOP 362	30 %	90 000,00 €
Maître d'ouvrage : CINOR (Budget annexe eau potable)	20 %	60 000,00 €
TOTAL (HT)		300 000,00 €

Accusé de réception en préfecture  
974-249740119-20220408-BO2022-2-01-DE  
Date de télétransmission : 14/04/2022  
Date de dépôt en préfecture : 14/04/2022

Par conséquent, je vous prie de bien vouloir :

- approuver le nouveau plan de financement précédent pour la réalisation du Schéma Directeur d'Alimentation en Eau Potable Intercommunal.
- autoriser le Président à solliciter une subvention d'un montant **150 000,00 €** auprès de l'office Français de la Biodiversité sur la base du montage financier précédent,
- autoriser le Président à solliciter une subvention d'un montant de **90 000,00 €** auprès de l'ETAT sur la base du montage financier précédent,
- approuver la participation financière de la CINOR d'un montant de **60 000,00 €** prévue dans le plan de financement, auquel s'ajoute le préfinancement de la T.V.A.,

Je vous prie de bien vouloir en délibérer.

  
Le Président,  
Maurice GIRONCEL



**DECISION N°2022/2-01**  
**du Bureau de la Communauté**  
**en séance du 08 Avril 2022**

**OBJET : MODIFICATION DU PLAN DE FINANCEMENT POUR LA REALISATION DU SCHEMA DIRECTEUR D'ALIMENTATION EN EAU POTABLE INTERCOMMUNAL - Ce rapport s'inscrit dans l'ENGAGEMENT 21 « S'engager vers une utilisation raisonnée de l'eau potable y compris le traitement de l'assainissement » dans le cadre de l'ORIENTATION 3 « Conduire une Politique de Transition Ecologique » du projet politique de la CINOR -**

**LE BUREAU DE LA COMMUNAUTE**

Vu les dispositions du CGCT ;

Considérant que l'article L. 5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales, permet à l'organe délibérant de tout EPCI d'accorder des délégations d'attributions au Bureau Communautaire ;

Considérant que dans son avis rendu le 17 décembre 2003, le Conseil d'Etat a jugé que (...) « l'article L.5211-10 autorise l'organe délibérant à déléguer librement ses attributions au Bureau dans toutes les matières autres que les sept qui y sont énumérées par le présent article » (Conseil d'Etat, avis, 17 déc. 2003/n° 258.616, Préfet du Nord) ;

Considérant que le 10 juillet 2020, affaire n° 2020/1-07 le Conseil Communautaire a délégué au Bureau les compétences suivantes :

1. Pour les actes visant la gestion du personnel et la gestion de la rémunération des conseillers communautaires ;
2. Pour attribuer ou résilier les marchés publics et accord-cadre de travaux, fournitures et services y compris maîtrise d'œuvre qui sont supérieurs au seuil des procédures formalisées défini par décret et pour les marchés et accords-cadres de travaux passés après procédure adaptée excédent 1 000 000 d'euros HT (y compris, pour une opération de travaux, tous les lots afférents à cette opération passés en procédure adaptée sur la base des dispositions de l'article 27-III du CMP), ainsi que toutes décisions concernant leurs avenants.
3. Pour prendre toutes décisions concernant les remises éventuelles de pénalités contractuelles (partielles ou totales), liées aux marchés et accords-cadres pour tout type de procédure formalisée ou non ;
4. Pour les plans de financement et des demandes de subventions liés aux dossiers relatifs aux différents marchés susvisés ;
5. Pour les conventions de mandat de maîtrise d'ouvrage, les conventions Publiques d'Aménagement et les concessions d'aménagement ;
6. Pour les conventions avec EDF/GDF, France télécom, CISE, VEOLIA EAU ;
7. Pour les conventions pour les déplacements de réseau et plus généralement toutes les conventions d'occupation du domaine public ;
8. Pour le déclassement du domaine public intercommunal concernant les matériels et mobiliers ;
9. Pour les conventions de toutes natures en relation avec le fonctionnement de la CINOR ;

Considérant par ailleurs que les affaires déléguées par le Conseil Communautaire ne figurent pas parmi les exceptions visées par les sept items de l'article L. 5211-10 du CGCT ;

Considérant enfin que le Bureau Communautaire est devenu depuis 2001 du fait des délégations attribuées par le Conseil Communautaire, l'organe délibérant pour les affaires déléguées ;

Vu l'avis des Commissions,

Sur le RAPPORT n° 2022/2-01 du Président ;

Accusé de réception en préfecture  
974-249740119-20220408-BC2022-2-01-DE  
Date de télétransmission : 14/04/2022  
Date de réception préfecture : 14/04/2022

**APRES EN AVOIR DELIBERE,  
DECIDE**

**ARTICLE 1**

D'approuver le nouveau plan de financement pour la réalisation du schéma directeur d'alimentation en eau potable intercommunal suivant le plan de financement :

PLAN DE FINANCEMENT		
SOURCES DE FINANCEMENTS	TAUX (%)	MONTANT (HT)
Office Français de la Biodiversité Solidarité interbassins	50 %	150 000,00 €
ETAT Contrat de Convergence Territorial / BOP 362	30 %	90 000,00 €
Maître d'ouvrage : CINOR (Budget annexe eau potable)	20 %	60 000,00 €
TOTAL (HT)		300 000,00 €

**ARTICLE 2**

D'autoriser le Président à solliciter, sur la base du montage financier précédent, l'obtention d'une subvention :

- d'un montant de **150 000,00 €** auprès de l'Office Français de la Biodiversité,
- d'un montant de **90 000.00 €** auprès de l'Etat.

**ARTICLE 3**

D'approuver la participation financière de la CINOR d'un montant de **60 000,00 €** prévue dans le plan de financement, auquel s'ajoute le préfinancement de la T.V.A.

Nombre de votants : 12 (dont 2 procurations)  
Suffrages exprimés : 12  
Vote pour : 12  
Vote contre : 00  
Abstention : 00

Pour extrait certifié conforme  
Fait à Sainte-Clotilde

10 3 AVR 2022

Le Président,  
**Maurice GIRONCEL**



Accusé de réception en préfecture  
974-249740119-20220408-BC2022-2-01-DE  
Date de télétransmission : 14/04/2022  
Date de réception préfecture : 14/04/2022